

<http://www.econospheres.domainepublic.net/Le-Produit-Interieur-Brut-PIB>



Le Produit Intérieur Brut (PIB)

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : mercredi 14 avril 2010

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Cet article de juillet 2008 propose, sous l'angle de l'approche historique, un retour sur les fonctions idéologiques d'un indicateur économique controversé: le PIB.

Le concept

Le PIB fait partie des abréviations que le débat public a élevées au rang du sobriquet, il est souvent mieux connu sous cette forme que par son appellation complète (*produit intérieur brut*). On prononcera donc « pays B » et cela situe d'emblée la chose dans notre géographie mentale : le « pays B » évoque en général un territoire étrange aux contours mal définis auquel manque la carte qui permettrait de s'y retrouver. C'est en général affaire de spécialistes, les économistes, les jongleurs de chiffres, les conseillers du Prince, les experts surdoués. Le PIB belge en 2006 ? Quelque 300 milliards d'euros, plus de 12.000 milliards d'anciens francs, un chiffre trop astronomique pour avoir du sens dans la vie du commun des mortels.

Le « pays B » est un monde à part. S'il est objet de controverse dans le débat public, s'il s'invite néanmoins dans les conversations, c'est parce que le PIB est intimement associé à la notion de *croissance* économique, il en est la mesure usuelle. La croissance du PIB vient-elle à faiblir que, aussitôt, le gouvernement craint pour ses recettes fiscales : le pays s'appauvrit, il faudra serrer la ceinture. Dans le même registre, sur un plan plus philosophique, cet accent sur la croissance du PIB dans la vie des nations, par d'aucuns jugé obsessionnel, invite à se demander si ce modèle de développement est soutenable voire, tout simplement, souhaitable. Les pressions sur l'environnement et l'épuisement des ressources naturelles sont là pour le rappeler. D'où, donc, concept controversé. (Voir plus loin).

Définition

Le PIB est en général traduit, dans le langage courant, comme la photographie chiffrée des richesses créées par un pays sur une année. C'est un outil important de la *comptabilité nationale* et, partant, participe à l'établissement du budget de l'État et ses politiques de dépenses publiques.

On veillera cependant à ne pas lui faire dire plus que ce qu'il est en mesure d'offrir. Primo, le PIB ne prend en compte que les *flux*, les richesses neuves apportées par l'activité économique de l'année, pas celles qu'elle détruit, comme l'illustre bien le dossier de l'énergie : le PIB d'un pays pétrolier enregistrera la valeur ajoutée de la production annuelle de barils (flux), pas la valeur perdue de la réduction de ses réserves, qui constitue son stock, son patrimoine.

Secundo, qui dit valeur de richesses nouvelles, dit *mesure monétaire* de ces valeurs. En d'autres termes, le PIB ignore toute activité économique dépourvue de prix, par exemple tous les travaux domestiques, par exemple tous les services rendus pour rien, de voisin à voisin.

Le PIB est, pour utiliser une définition plus technique, la *somme des valeurs ajoutées* auxquelles une économie donnée a, via le marché, fixé un prix, parfois de manière artificielle. Prenons, pour illustrer, les quatre catégories (1)

de l'entreprise qui produit des automobiles, (2) du médecin qui produit des actes médicaux, (3) du fonctionnaire qui produit des services administratifs et (4) du commerçant qui produit des ventes au détail. Pour l'ex-Union soviétique, suivant en cela la théorie marxiste de la valeur, une production digne de ce nom ne pouvait provenir que de la catégorie des entreprises et son PIB était construit en conséquent : exit 2-3-4, les médecins, commerçants et fonctionnaires.

La France, de son côté, jusqu'en 1976, n'intégrait pas la « production » des fonctionnaires dans la construction de son PIB, ne retenant donc que trois catégories (1-2-4) sur les quatre qui, aujourd'hui, font consensus. L'Etat, il est vrai, pose problème : il ne vend rien, ses services n'ont pas de prix. On a contourné le problème en estimant que leur prix était celui de leur coût, soit les salaires, les achats de matériels, etc. Cela peut sembler arbitraire et ce l'est. Le PIB est, avant toute chose, une construction, sociale et politique. Il repose sur des faits, certes, mais comme l'a bien noté le philosophe Georg Lukacs, « les faits ne peuvent devenir des faits que dans le cadre d'un système - qui variera selon la connaissance souhaitée » [Histoire et conscience de classe, 1922, traduction anglaise, Merlin Press, 1971]. Le PIB, pas un truc neutre.

Analyse génétique et fonction idéologique

Le PIB n'est pas tombé du ciel. Sans remonter aux précurseurs de la comptabilité nationale (Quesnay, Lavoisier, Vauban, au 18ème), ni à ses prolongements dans les travaux macroéconomiques de la pensée classique (Smith, Ricardo, Marx, au 19ème), on épinglera pour nos besoins deux moments pivots.

L'Union soviétique, en 1923, pose le premier jalon et c'est assez logique. Sa volonté de *planification centrale* de l'économie exigeait d'avoir une vision claire des grands agrégats du tissu productif. Donc, PIB égal outil de planification, cela reste conceptuellement vrai aujourd'hui, y compris dans les économies de marché.

Le second jalon prend forme après la crise de 1929-1934 avec la montée en force progressive de la *théorie keynésienne* et son accent - crises du capitalisme aidant - sur la relance de l'économie par les dépenses publiques et, donc - bis - sur l'importance d'une connaissance fine des leviers de la comptabilité nationale. On doit à Keynes les principaux agrégats utilisés aujourd'hui, dont les premières systématisations sous forme de PIB verront le jour au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. La priorité était alors de reconstruire les économies dévastées et, pour mesurer les progrès accomplis, le PIB en sera l'aune. C'est son « arrière-plan mental ». Le PIB belge date, historiquement, de 1948, une affaire assez récente, donc. Avant cela, les « séries » se perdent dans les brumes.

Entre-temps, l'usage du PIB est devenu universel. Clé et sésame de l'économie des nations, il est l'indicateur fétiche de leur progrès (conçu comme un « toujours produire plus »), tant dans le temps (plus que l'année, le trimestre passé) que spatialement (faire mieux que d'autres pays, voire combler à cet égard un retard). Ce raisonnement, cet usage idéologique du PIB, est parsemé de chausse-trappes.

Car la mesure du PIB, la méthode derrière le calcul, est chose mouvante. L'intégration en 1997, en France, de certains transferts sociaux (santé, éducation, logement) dans les revenus des ménages fera bondir ceux-ci de 25% [1]. En 2005, la Chine révisera ses comptes nationaux pour y inclure les secteurs des services et du bâtiment, d'où réévaluation à la hausse du PIB 2004 de 17% [2]. La Belgique, quant à elle, harmonisation européenne oblige, passera du « système normalisé de l'OCDE au système communautaire SEC79 puis au système SEC95 » [3]. Tout cela est source de ce qu'on appelle dans le jargon des « ruptures de séries ».

D'une période à l'autre, on compare pommes et poires. Les statisticiens corrigent ces distorsions en recalculant rétroactivement les PIB anciens par une opération appelée « rétopolation » - qui ne peut malheureusement pas

être étendue aux ouvrages imprimés dont le substrat factuel devient par là caduc... Autant savoir.

Polémiques

Les multiples omissions du PIB, de même que ses absurdités, ont rendu l'indicateur controversé. Parmi les omissions, outre celles déjà mentionnées, on épinglera l'absence, dans son calcul, de nombreuses opérations financières, de la richesse des ménages ou des principaux transferts sociaux - et, bien sûr, a contrario, l'attention exclusive accordée à la valeur monétaire des activités humaines. Le PIB est un calcul « au prix du marché » (son veau d'or), c'est la référence, à partir de laquelle on dérivera parfois, pour une appréciation plus juste, un PIB dit « en volume », tenant compte de l'inflation, l'érosion monétaire des valeurs ajoutées produites.

Cet *a priori* monétaire est à son tour cause des absurdités du système. Une entreprise pollue une rivière ? C'est une « production » comme une autre et « l'activité » enrichira d'autant le PIB. La rivière sera ensuite dépolluée ? C'est à nouveau une « production » qui s'ajoutera à la précédente, même si, du point de vue de la société, on a affaire à une addition à somme nulle. Même chose pour les automobilistes bloqués dans les embouteillages : l'essence brûlée pour rien gonflera d'autant le PIB, elle contribue à la « prospérité » du pays... Autant d'absurdités qui feront dire au journal financier *The Economist* [4], par un tour presque intraduisible, que le PIB - GDP en anglais - offre de l'économie d'un pays une *Grossly Distorted Picture* (approximativement un Portrait fait d'Imprécisions Bidouillées).

Comme l'exprime un de ses critiques, l'économiste Alain Caillé, le PIB a l'inconvénient majeur de définir l'*utilité économique*, et plutôt aveuglement, on l'a vu, comme « ce qu'on achète », point à la ligne [5]. D'où, amplifiés par le courant de pensée dit de la « décroissance », de multiples appels et initiatives pour promouvoir des indicateurs et « PIB alternatifs » qui en corrigeraient les défauts en intégrant le sens réel (à définir) des activités et besoins des nations, et ce en les articulant autour des contraintes du développement dit soutenable (à définir). Cette tendance est mue par l'idée que des données subjectives tel que le bien-être serait, à l'instar de valeurs monétaires, mesurables.

Ce n'est pas sans risque, comme note Nagels [6] : « A vouloir corriger une incohérence, on en introduit d'autres. » Et ces exercices ne corrigeront jamais le vice de construction numéro un, à savoir (c'est encore Nagels, citant François Perroux) le silence du PIB sur les rapports de propriété et de pouvoir, « ces deux bannis de l'économie politique » : ménages et multinationales y figurent sur le même pied, ce sont tous deux des « agents économiques » : classes sociales, connaît pas...

Le nécessaire de voyage

Pour approfondir, on se reportera utilement, utilisés ici, aux *Éléments d'économie politique* de Jacques Nagels (Editions ULB, 1997), le *Dictionnaire économique et social* de Brémond et Geledan (Hatier, 1981), le *Déchiffrer les statistiques économiques et sociales* de Stéphanie Dupays (Dunod, 2008), l'article *Comment mesurer la richesse* d'Alternatives économiques (n°193, juin 2001) et la fiche didactique *Le Produit Intérieur Brut* du site 6com (<http://www.6com.be/4/6cofiche.cfm?ficheID=78>)

Post-scriptum :

Erik Rydberg, *Les cartes d'identité « recto-verso » de nos concepts courants. Le Produit Intérieur Brut (PIB)*, Gresea, 2008.

<http://www.gresea.be/ED0807pibConceptFiche.html>

[1] Alternatives économiques, n°177, janvier 2000.

[2] Aglietta et Landry, La Chine vers la superpuissance, Economica, 2007.

[3] Mignolet et Mulquin, FUNDP, Regards économiques, n°31, 2005.

[4] The Economist, 11 février 2006.

[5] Alain Caillé, Dé-penser l'économie, La Découverte-Mauss, 2005

[6] Jacques Nagels, Éléments d'économie politique, ULB, 1997